

RÉUNION VIRTUELLE DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

Le 23 septembre 2020

Compte rendu des décisions v2

Présence

Coprésidents du CDPISP

Denis Skinner	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Tracy Wood	Île-du-Prince-Édouard

Membres du CDPISP

Ryan Agar	Yukon (représentant Sean McLeish)
Kathryn Bulko	ASIM Canada (ville de Toronto)
Dafna Carr	Ontario
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Gerry Fairweather	Nouveau-Brunswick
Dave Heffernan	Terre-Neuve-et-Labrador
Stuart Hendrie	ASIM Est (région de Niagara)
CJ Ritchie	Colombie-Britannique
Pierre E. Rodrigue	Québec
Marty Robinson	ASIM Ouest (ville de Medicine Hat)
Bonnie Schmidt	Saskatchewan
Dean Wells	Nunavut
Rick Wind	Territoires du Nord-Ouest
Munna Zaman	Manitoba

Observateurs du CDPISP

Tareq Al-Shumari	Ontario
Danielle Bourgon	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Alex Bourque	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Teresa D'Andrea	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Keith Douglass	Nouveau-Brunswick
Elky Hanlon	Nouvelle-Écosse
Ted Hickey	Nunavut
Zelko Holjevac	Ontario

Patrick Lagioia Mark Levene	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Robert Loughlin Gary Perkins Dawn Pilgrim Alexandra Underhill Meghan van Gall Erica van Wyngaarden Paul Wagner Dan Batista Sophia Jesow	Nouveau-Brunswick Colombie-Britannique Ontario Centre canadien pour la cybersécurité Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Directeur exécutif, ISAC Analyste de recherche des CM, ISAC
Secrétariat de l'ISAC	
Maria Luisa Stefania Silisteanu	Directrice, Conseils nationaux (CPSSP et CDPISP) Coordonnatrice, Conseils nationaux (CPSSP et CDPISP)

Poin t	Sujet ou discussion	Décision ou suivi
1.	<p>Affaires administratives</p> <p>A) Approbation du compte rendu de décisions de la réunion en personne du 26 février 2020 à Toronto Compte rendu des décisions de la réunion du 26 février 2020 du CDPISP adopté sans modification.</p> <p>B) Approbation de l'ordre du jour de la réunion du 23 septembre 2020 du CDPISP. L'ordre du jour de la réunion du 23 septembre 2020 du CDPISP est approuvé.</p> <p><u>Questions diverses :</u></p> <p>A) Rapport de la trésorière du CDPISP (ONGLET C) Bonnie Schmidt, trésorière du CDPISP, présente l'état final du CDPISP pour information. Aucune question n'est soulevée.</p> <p>B) Mesures de suivi du CDPISP issues de la réunion précédente (ONGLET D) — présentées pour information, aucune question soulevée</p> <p>Ordre du jour des prochaines réunions du CDPISP (ONGLET E) — présentées pour information, aucune question soulevée</p> <p>C) Rapports de mise à jour des groupes de travail du CDPISP – Les rapports de groupe de travail ont été ajoutés au cartable pour information seulement.</p> <ul style="list-style-type: none"> Kathryn Bulko, président de communauté de pratique en approvisionnement des TI, a indiqué que le groupe ne s'était pas réuni depuis le début de la pandémie. Cela est dû en partie à son affectation à un autre rôle et au fait que les membres de la CdP étaient très occupés à traiter d'autres questions prioritaires. Un rapport sur l'état d'avancement du groupe peut être fourni lors d'une prochaine réunion du CDPISP. 	<p><u>Décision no 1 :</u> Le compte rendu des décisions de la réunion du CDPISP du 26 février à Winnipeg est approuvé sans changement.</p> <p><u>Décision no 2 :</u> L'ordre du jour de la réunion du 23 septembre 2020 du CDPISP est approuvé.</p> <p><u>Mesure de suivi no 1 :</u> La CdP en approvisionnement des TI doit fournir une mise à jour sur les travaux du groupe lors d'une prochaine réunion du CDPISP.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Tracy Wood ajoute que le président du Groupe de travail sur Microsoft Office 365 cherche à se connecter avec la CdP en approvisionnement des TI pour une meilleure harmonisation des travaux liés à Microsoft. • Kathryn Bulko confirme que Maria Luisa Willan, directrice des conseils nationaux et Zelko Holjevac, président du Groupe de travail sur MS O365, se sont déjà rencontrées pour discuter des mandats des groupes. Elle indique que Zelko sera invité aux prochaines réunions de la CdP en approvisionnement des TI. <ul style="list-style-type: none"> ○ Prochaine réunion du CDPISP : Le 24 février 2021 (la réunion en personne de février sera probablement une réunion virtuelle en raison de la pandémie). <p><u>Tracy Wood sollicite les commentaires des membres sur la réunion virtuelle des conseils mixtes du 22 septembre.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Robert Loughlin (N.-B.) déclare que les réunions virtuelles sont la pratique courante maintenant et qu'elles sont efficaces. • Natasha Clarke (Nouvelle-Écosse) fait remarquer que la réunion des Conseils mixtes était très bien orchestrée, que l'ISAC a fait un excellent travail, elle sait que beaucoup de travail se passe en arrière-plan pour y arriver. Cela avance dans la bonne direction et il est probable qu'un plus grand nombre des activités des conseils seront gérées de façon virtuelle à l'avenir. Elle est ravie du niveau de participation à la réunion des CM par rapport au format traditionnel des téléconférences. Le contenu et le flux se sont très bien déroulés; cependant, les rencontres impromptues avec ses collègues lors des réunions en personne lui manquent. Elle a fait remarquer qu'il y a d'autres rencontres et discussions qui se déroulent en personne lors des réunions en personne et estime que c'est une occasion d'établissement de liens qui est perdue. La réunion virtuelle s'est très bien déroulée, mais on s'attend toujours à se rencontrer en personne à l'avenir ainsi que virtuellement pour maintenir le niveau d'engagement. • Rick Wind (T.N.-O.) déclare qu'il y a beaucoup de valeur dans le réseautage qui se produit lors des réunions en personne, mais il trouve le format virtuel engageant et harmonieux. 	
2.	<p>MICROSOFT (ONGLET 2)</p> <p>Tracy Wood souhaite la bienvenue à John Hewie et à son équipe de Microsoft et les remercie d'avoir pris le temps de rencontrer les membres du CDPISP. Elle fait remarquer que les membres se réjouissent d'avoir une discussion concertée sur la promotion d'une relation stratégique pancanadienne entre les administrations en tant que table FPTM et Microsoft.</p> <p>John Hewie, agent de la sécurité nationale, Microsoft, remercie les membres du CDPISP de l'invitation et fait remarquer que son équipe est également intéressée à faire participer le Conseil aux discussions ou aux occasions pour les gouvernements de réussir leurs initiatives de transformation numérique et d'aider à acquérir des connaissances et à réduire le chevauchement des efforts entre les administrations.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ John Weigelt, dirigeant principal de la technologie pour Microsoft au Canada, travaille dans l'ensemble du secteur public et des entreprises, petites et grandes organisations, pour les aider à transformer la technologie et à travailler à l'interface entre la politique et la technologie. Il a passé beaucoup de temps dans les domaines de la sécurité, de la protection des renseignements personnels et dernièrement de l'application responsable 	<p><u>Mesure de suivi n° 2 :</u></p> <p>Le président du GT sur Microsoft O365, Zelko Holjevac, fera un suivi avec John Hewie, Microsoft, sur les résultats de la discussion de la réunion et fera rapport au CDPISP lors d'une prochaine réunion.</p>

de l'intelligence artificielle. Il dirige l'équipe d'IA de Microsoft Canada et il a été l'un des principaux co-auteurs de l'éthique et de la conception et du déploiement des systèmes d'IA de la Norme nationale du Canada.

- Cory Freed, avocat, soutient les entreprises du secteur public et commerciales, prenant part aux négociations de contrats et d'autres questions juridiques
- Celia Blakey, responsable des licences, spécialisée dans la délivrance de licences, la négociation de contrats entre Microsoft et la Couronne.

Dans ses remarques, John Hewie décrit le travail de Microsoft Cloud qui est un service mondial. Au Canada, ils ont deux régions, et ils ont récemment connu une certaine expansion de ces régions en termes de zones de disponibilité, de capacité et de capacité de résilience accrues pour les clients. Ils conçoivent et exploitent des services infonuagiques et l'ont fait de manière cohérente partout dans le monde pour répondre aux normes de sécurité et de confidentialité les plus strictes. Ils ne font pas des choses uniques par région; Microsoft conçoit selon des normes plus élevées dans le monde et cela leur permet de respecter les normes régionales dans différents pays. La seule exception ici au Canada est de travailler avec le Conseil du Trésor du Canada et le Centre canadien pour la cybersécurité, de sorte que Microsoft a compris leurs exigences et les demandes de faire approuver les centres de données canadiens pour la protection des documents au niveau protégé B. Ils ont fait en sorte que les employés locaux qui travaillent dans ces installations respectent les normes canadiennes en matière de filtrage. Ces personnes n'ont aucun accès aux données, ce sont des gestionnaires d'installations. Tout le soutien associé au soutien infonuagique provient de l'extérieur du Canada. La plupart des provinces et des territoires du Canada ont conclu une entente avec Microsoft et il est important de noter que, selon leur mode de prestation, ils offrent le même service à toutes ces provinces et tous ces territoires, indépendamment des exigences particulières des contrats. Ils ont fait des ajustements mineurs dans ces contrats pour répondre à des exigences uniques, c'est-à-dire certaines nuances législatives ou de protection des renseignements personnels qui diffèrent d'une province à l'autre.

Discussions sur un plan gouvernemental minimal/de référence, comprenant les produits et les services permettant de considérer un client d'O365 comme un produit minimal viable et sécuritaire (PMVS), pour les entités du secteur public canadien :

Tracy Wood (Île-du-Prince-Édouard) fait remarquer qu'à l'échelle pancanadienne, le CDPISP cherche à s'assurer qu'il tire parti des enseignements tirés du travail et de la valeur que les administrations reçoivent par l'entremise de leurs contrats et de leurs partenariats avec Microsoft afin d'aider toutes les administrations à progresser plus rapidement. Ils veulent maximiser la valeur et ne veulent pas dupliquer les efforts. C'est un bon point de départ pour avoir une conversation solide pour aller de l'avant. Ils aimeraient discuter du produit qu'ils ont, Office 365, pour s'assurer qu'ils ont un produit minimum viable et qui existe déjà en termes de sécurité fournie dans le monde entier, mais parfois des complexités surviennent lorsque chaque administration met en place sa propre configuration.

Zelko Holjevac, président du groupe de travail sur Microsoft Office 365, déclare que les membres de son groupe font le même exercice pour déterminer exactement ce dont ils ont besoin pour leur environnement. Ils comprennent que chaque infrastructure et chaque besoin a un caractère unique. Au bout du compte, tout le monde fait la même évaluation, pour comprendre s'il s'agit de O365, E1, E3, E5 et les composants de ces différentes catégories. Ils essaient d'éliminer toutes les complexités autour de l'octroi de licences et de ce dont les administrations peuvent avoir besoin. Il est important de se réunir et de discuter de ce qu'est l'unité de stock dont ils ont tous besoin pour assurer la sécurité, la protection des renseignements privés, la productivité, la collaboration, toutes ces activités clés qui peuvent être uniques dans toutes

les administrations. Avoir une discussion avec Microsoft pour voir quelles possibilités il y a dans toutes les administrations pour voir à quoi ressemble l'unité de stock du gouvernement canadien. Ils peuvent aller en apprendre davantage sur autre chose, mais cette couche de base a été établie pour eux en raison de l'expérience qu'ils ont acquise dans le passage à O365.

John Hewie fait remarquer que l'Ontario a été un chef de file. Mohammed Qureshi a fait une présentation à certains de ses événements des conseils des agents principaux de la sécurité de l'information (APSI). L'un des programmes que John Hewie dirige et tente de partager certains des programmes à travers le pays. Ils aimeraient développer l'apprentissage sur différentes capacités, et ils essaient de simplifier l'octroi de licences. Le défi est que Microsoft a un ensemble de clients à l'échelle mondiale et il y a des exigences uniques. Il n'y a pas de solution miracle quant à ce qui est le mieux pour tout le monde et leur équipe de vente essaie de trouver la meilleure solution pour tout le monde selon le budget et les besoins de chacun. Si vous avez des commentaires que les membres ont sur quelque chose qu'ils pourraient construire ensemble, le CDPISP approuve et catégorise les choses, à un certain stade de maturité, ces unités de stock de licence Microsoft pourraient être bénéfiques pour une conformité en matière de sécurité ou de protection des renseignements personnels et l'équipe de MS peut explorer cela davantage.

Zelko Holjevac fait remarquer que l'objectif principal de la discussion actuelle est de relancer la conversation. Pour Microsoft, il faudrait comprendre certaines des complexités auxquelles les administrations sont confrontées avec les produits et services Microsoft, parce qu'ils sont complexes comme elles l'ont indiqué en matière de licences et que cela n'a pas changé. Les licences sont un point sensible pour les administrations. L'idée conceptuelle est d'essayer de s'unir et de créer des synergies entre les administrations pour voir ce qu'elles peuvent trouver. S'assurer que Microsoft comprend ce que les membres essaient de faire, puis être hors ligne et tenir une série de discussions et d'ateliers avec le groupe de travail Microsoft O365 et la communauté de pratique en approvisionnement des TI pour comprendre comment ils construisent quelque chose qu'ils soutiennent conjointement comme une unité de stock de compétence canadienne. Il faut sortir des sentiers battus. Les membres comprennent que Microsoft a des règles et des règlements, des unités de stock et un produit mondial. Voyons jusqu'où nous pouvons aller dans cette direction pour essayer le plus possible de rendre les choses simples et faciles pour les administrations canadiennes pour avancer avec les outils et les technologies Microsoft.

John Hewie indique que Microsoft est toujours ravie d'entendre les commentaires. À court terme, il serait plus productif pour eux d'explorer un scénario d'utilisation, c'est-à-dire la classification et l'étiquetage de l'information. Pour les administrations, comme exemple de l'étiquetage, ce qui est construit en Ontario était un modèle de conception très pratique qui a des niveaux de cryptage différents pour déterminer qui possède la clé et qui ne l'a pas pour différentes classifications. Il s'agit d'un modèle d'utilisation ou d'un modèle de conception qui s'applique davantage à un grand nombre d'administrations. Documentons les aspects de cette question et parlons des licences qui sont nécessaires pour permettre cela.

Zelko Holjevac ajoute que la gestion de l'information a été un sujet de discussion avec le groupe de travail et qu'il s'agit d'un domaine qu'ils pourraient examiner.

Commentaires des membres :

- Il a été dit que les petites collectivités du Nord, en particulier les organismes gouvernementaux autochtones, n'ont pas l'envergure, la profondeur et l'expertise nécessaires pour s'engager pleinement contrairement aux grandes administrations telles que l'Ontario ou la Colombie-Britannique. Elles ont l'obligation partagée, comme le DPI envers

le secteur public, d'essayer de s'assurer de construire un cadre qui soutient tous les ordres de gouvernement et qu'elles peuvent assurer leurs responsabilités en matière d'intégrité de l'information et de sécurité et de protection des renseignements personnels, reconnaissant que bon nombre de ces petites administrations n'ont pas le personnel, les connaissances et l'expertise et, dans bien des cas, même les ressources financières nécessaires pour le faire par elles-mêmes et elles doivent travailler avec des entreprises comme Microsoft pour y parvenir.

John Hewie répond que Microsoft s'est engagé à faire ce qui est dans le domaine du possible pour eux. Il n'est pas possible de conclure une entente pancanadienne en vertu de laquelle plusieurs administrations peuvent s'approvisionner étant donnée la façon dont les choses sont structurées aujourd'hui. Il y a différentes équipes de comptes qui appuient des administrations individuelles, elles continuent de négocier en fonction de plusieurs critères, de la taille, d'autres types de négociation de dirigeants. Elles offrent des prix très favorables au secteur public qui est résilient. Pour ce qui est de contribuer à l'élaboration d'artefacts qui peuvent mettre à l'échelle ou concevoir des modèles ou utiliser un scénario de cas et de travailler avec l'équipe de Microsoft pour documenter ceux qui sont destinés au contexte canadien afin de respecter les lois canadiennes sur la protection des renseignements personnels ou les exigences en matière de sécurité, elles sont heureuses de s'engager dans cette voie. John Weigelt est à la tête de la page d'accueil construite dans Service Trust Portal sur le site Microsoft qui est propre au Canada, c'est-à-dire l'endroit où ils publient leurs rapports de vérification, où les membres peuvent vérifier qu'ils font ce qu'ils disent faire sur les sujets de sécurité et de protection des renseignements privés. John Weigelt reconnaît que les administrations font le travail de l'ÉFVP (Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée). Les premiers travaux de l'ÉFVP sont sur le nuage et ils ont vu beaucoup de chevauchement des efforts. En consultation avec des experts en protection des renseignements privés de toutes les provinces et territoires, John Weigelt a dirigé l'élaboration de ces ÉFVP fondamentales. La C.-B. et l'Ontario les ont utilisées dans le passé et Microsoft les a mises à jour cette année pour inclure Teams, ce qui a été une lourde tâche, et en tenant compte des changements de la législation de la C.-B. sur la protection des renseignements personnels. Ils sont heureux de continuer à le faire et de publier le travail à cet endroit ou un autre endroit qui a une valeur significative pour les membres et de meilleures échelles et un meilleur apprentissage et de réduire le chevauchement des efforts.

John Weigelt répète que, à la suite de la conversation de l'année dernière, ils ont mis de côté une demande financière pour mettre en place un portail pour le Conseil des DPI du secteur public pour les artefacts partageables; qu'ils sont engagés envers l'idée d'une mise à l'échelle, s'ils construisent pour une administration, ils peuvent avoir des composants réutilisables dans d'autres administrations. Malheureusement, à cause de la COVID, ils n'ont pas réussi à se faire entendre sur cet emplacement de GitHub, mais ils ont continué à faire avancer ce dossier et espèrent utiliser le Centre de technologie Microsoft au bureau d'Ottawa pour les cas d'utilisation dans le secteur public. Le CDPISP contribuerait à aider Microsoft à déterminer certains des cas d'utilisation, car ils ne peuvent pas les construire seuls. Ils doivent apprendre quels sont les besoins critiques des membres et travailler en collaboration avec les partenaires gouvernementaux pour rendre ces composants réutilisables.

- Ce qui est nécessaire, d'après ce que nous disent diverses administrations qui ont des exigences et des défis communs et qui essaient de s'aider à l'avenir au fur et à mesure qu'elles parcourent les contrats existants et qu'elles examinent également les nouvelles passations de marché et le réapprovisionnement à mesure que leurs contrats arrivent à expiration et pour les nouvelles administrations qui se joignent, c'est de la manière dont elles rassemblent ces informations pour les rendre aussi transparentes que possible. Elles essaient de faire les choses plus simplement pour que tout le monde puisse consommer. Le groupe a encore du travail à faire en termes de produits dont les administrations peuvent avoir besoin dans le cadre de l'unité de stock générale, mais s'il obtient

que tout le monde commence à partir d'un certain point, pas de zéro, ce serait une victoire. Comment trouver un plan pour aller de l'avant et aider tout le monde.

John Hewie répond qu'il a été invité au fil des ans à participer aux réunions du SNDPI du CDPIISP avec les DPSI partout au pays. Il est disposé à participer aux réunions du Groupe de travail Microsoft Office 365 ou à toute structure mise en place par Zelko et Microsoft fournira la personne appropriée pour participer et faire avancer cela pour répondre à ces attentes des DPI membres.

John Weigelt ajoute qu'il y a des groupes d'utilisateurs du milieu de travail moderne ou des groupes d'utilisateurs MO365 et qu'ils peuvent fournir une visibilité sur ce qui se passe; tous sont maintenant devenus virtuels et ils peuvent enregistrer et partager ces exemples.

- John Hewie indique qu'il donnera quelques exemples sur lesquels ils travaillent pour améliorer l'expérience et l'échelle de MS O365, lesquels devraient être disponibles prochainement. La note de conformité dans la plateforme est l'évolution du gestionnaire de la conformité dans le processus d'établissement du niveau protégé B en partenariat avec Po-Tea Duncan au SCT et le Centre canadien pour la cybersécurité. Elle se fonde sur le profil de contrôle de sécurité moyen du CCC. Il y a une possibilité pour différentes administrations de créer leurs propres modèles. Microsoft recommande aux administrations d'améliorer la sécurité de leurs locataires. La note de conformité tire parti non seulement du contrôle technique, mais aussi du processus, des opérations et du contrôle de la conformité, surtout si les membres doivent démontrer la conformité à leurs équipes de vérification interne ou à d'autres demandes. Cela aidera à façonner, à aider et à guider les personnes au niveau opérationnel pour s'assurer que ces configurations sont mises en place et maintenues. Vous disposez d'un ensemble d'indicateurs clés de rendement (ICR) : ICR de la note de sécurité, ICR de la note de conformité. Ils peuvent utiliser la ligne gouvernementale comme point de départ et permettre cela pour les administrations et les membres pourraient gérer cela à l'avenir, il y a là beaucoup d'occasions que l'on peut explorer à l'avenir.

John Weigelt ajoute qu'il y a eu des annonces récentes au sujet du partenariat avec des établissements d'enseignement partout au Canada concernant les activités et les efforts de formation et de recyclage, et que l'accent est mis sur le secteur public dans toutes les collectivités quant à la disponibilité de matériel de cours et de compétences pour ces efforts. Ils ont travaillé avec le gouvernement du Québec au développement des compétences en infonuagique, en IA et en données, mais au sein d'une communauté comme le CDPIISP qui représente de vastes territoires au Canada; cela pourrait être l'occasion d'explorer davantage.

Discussions sur une entente de services virtuels (ESV) et un Addendum sur la protection des données des services en ligne (DPA) abordant plusieurs préoccupations uniques des membres, par exemple, la manière dont Microsoft traite les demandes d'application de la loi du gouvernement américain par rapport à la Cloud Act :

- John Hewie déclare qu'ils ont fait un rafraîchissement interne pour les équipes internes sur la façon dont ils traitent l'accès du gouvernement aux demandes de données, avec de nombreuses questions sur le Patriot Act et quel est le risque, qu'est-ce que le Cloud Act, et qu'est-ce que cela signifie? Ils ont l'intention de collaborer de façon bilatérale avec les gouvernements et de conclure un accord bilatéral, mais ce n'est pas encore le cas. Quels sont les vrais chiffres, quelles sont les demandes? Le fait que les chiffres soient peu élevés, et qu'ils n'aient jamais fourni de contenu à une demande du gouvernement pour une agence du secteur public, dans l'histoire de leurs opérations infonuagiques à l'échelle mondiale, ce sont des choses importantes que les gens doivent comprendre.

- On mentionne que l'aperçu de haut niveau serait apprécié, car cela a été soulevé par la communauté au sein du groupe de travail et le groupe de travail pourrait alors obtenir plus de détails, au besoin.
- Cory Freed indique que de nombreux membres connaissent bien l'approche Microsoft en matière d'application de la loi, car il y a eu des discussions à ce sujet au fil des ans entre les membres et Microsoft. Microsoft n'était pas timide dans ce domaine en ce qui a trait à la contestation des demandes d'application de la loi étrangères. Réfléchissant à ce problème à un niveau élevé et à une approche holistique de Microsoft pour trouver un équilibre entre la sécurité publique, mais aussi la sécurité en ligne, il a réduit le problème à trois éléments :
 1. présenter des contestations juridiques pour renforcer la protection de leurs clients;
 2. promouvoir un changement de politique et une réforme des lois sur les données;
 3. D'un point de vue contractuel, être transparent avec les clients et fournir des engagements dont ils ont besoin et l'information dont ils ont besoin pour comprendre le risque pratique par rapport au risque théorique.

Microsoft n'a pas hésité à défier le gouvernement américain dans l'affaire Warrant qu'il a portée devant la Cour suprême. Il en est résulté la promulgation de la Cloud Act. Le Cloud Act est un texte de loi aux États-Unis qui crée un cadre pour l'ère moderne, et ils espèrent qu'il s'agit d'une solution durable au problème de conflit de lois autour de la souveraineté des données. Le Cloud Act représente un excellent travail que Microsoft a accompli pour défier le gouvernement. Le Cloud Act offre aux fournisseurs de services comme Microsoft de nombreuses protections qu'ils cherchent à avoir pour aider à protéger leurs clients. L'une des choses les plus importantes est qu'elle donne au pays la possibilité de conclure des accords bilatéraux avec les États-Unis qui dictent essentiellement la manière dont ils coopèrent et partagent l'information, et équilibrent également les demandes d'enquête pour des preuves numériques. Le Canada n'a pas encore conclu d'accord bilatéral avec les États-Unis, mais le Cloud Act renforce une grande partie de la protection sur laquelle nous nous appuyons qui défie le gouvernement américain et nous donnant le droit de contester les préoccupations relatives aux produits de base qui pourraient surgir en cas de conflit et nous permet d'être transparents.

Microsoft ne fournit à aucun gouvernement un accès direct aux données. Les données appartiennent à des clients, et non à Microsoft, de sorte que lorsqu'ils reçoivent une demande de quelqu'un, ils la dirigent vers le client. Si vous examinez les conditions de protection des données pour les services en ligne, c'est une disposition normalisée que Microsoft fournit à ses clients pour contester ces demandes. Ils se conforment à la loi en vigueur, de sorte que s'ils reçoivent une demande d'exécution de la procédure judiciaire, il doit s'agir d'un mandat ou d'une ordonnance liés à une enquête criminelle. Dans l'éventualité où ils répondent à une demande pour un compte ou un identificateur spécifique, ce n'est jamais pour une organisation ou un groupe de personnes. Plus important encore, la façon de décrire, le risque pratique par rapport au risque théorique. En théorie, ils peuvent vous dire dans un accord contractuel qu'ils ne répondent jamais à une demande du gouvernement américain, ils ne peuvent pas le faire, parce qu'ils respectent la loi. D'un point de vue pratique, il est impossible que cela se produise. Ils ont publié le nombre de demandes juridiques qu'ils reçoivent chaque année. Ils le font deux fois par an : au début et à la fin de l'année, lorsqu'ils divulguent le nombre de demandes qu'ils reçoivent et ce qui a été divulgué. Ils n'ont jamais reçu de demande d'un client du secteur public au Canada ou ils ont pris la décision de ne pas publier cette demande. Avec la protection qu'ils ont dans la Cloud Act, ils ont une très bonne histoire à raconter et cela donnerait beaucoup d'assurance aux clients. Lorsque Microsoft tient compte du risque théorique par rapport au risque pratique, ce que l'entreprise veut en fin de compte laisser aux clients, c'est : si c'est la souveraineté des données qui vous préoccupe le plus, vous ne pensez pas aux bonnes choses.

	<ul style="list-style-type: none"> On est heureux d'entendre que Microsoft est prêt à venir à la table et à travailler avec le Groupe de travail sur Microsoft Office 365 pour discuter en profondeur de tous ces aspects — c'est un livrable clé que les membres souhaitaient réaliser lors de la présente réunion du CDPISP. On est heureux d'apprendre que le GT sur O365 aura une discussion approfondie avec Microsoft sur les préoccupations pratiques plutôt que théoriques. Elle voulait s'assurer que toutes ces préoccupations soient soulevées. John Hewie remercie les membres du CDPISP et répond que pour Office 365, il y a plus dans le camion en termes de capacités et ils se penchent sur leurs équipes de compte pour aider à transmettre ces informations aux équipes des DPI membres. Microsoft tiendra les membres au courant du rythme rapide de l'innovation et de la transparence totale et même pour l'entreprise, il est parfois difficile de suivre le rythme de l'innovation. Il encourage Tracy Wood et Zelko Holjevac à communiquer avec lui et son équipe et ils fourniront les personnes appropriées pour couvrir les sujets qui ont été discutés lors de la réunion. <p><i>L'équipe Microsoft quitte la réunion.</i></p> <p>Compte rendu de la séance avec les membres du CDPISP :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tracy Wood demande aux membres s'ils sont satisfaits de la discussion avec Microsoft et où cela a abouti. On indique qu'il s'agissait d'une discussion beaucoup plus positive que lors de la réunion précédente en 2018, mais on est un peu déçu que Microsoft ne parvienne pas à un accord pancanadien ou à une unité de stock canadienne. On indique que l'objectif principal était que Microsoft soit prêt à venir à la table des négociations et à poursuivre les discussions sur des questions spécifiques; cela a été accompli aujourd'hui. Il est important qu'ils soient disposés à participer à d'autres discussions avec le groupe de travail sur MS O365. Le président du GT sur MS O365 fera un suivi avec John Hewie sur les points discutés ci-dessus et fera rapport aux membres du CDPISP à une prochaine réunion. Tracy Wood remercie Zelko Holjevac et le Groupe de travail sur MS O365 pour tout le travail et les efforts déployés pour y parvenir. 	
3	<p>SOUS-COMITÉ NATIONAL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION SUR LA PROTECTION DE L'INFORMATION (SNDPI) (se référer à l'onglet 3)</p> <p>Alexandra Underhill, présidente du SNDPI, Centre canadien pour la cybersécurité, présente un exposé sur les pratiques exemplaires en matière de gestion des incidents de sécurité (le signalement d'arnaques).</p> <p>Elle parle du mandat du Centre pour la cybersécurité, de la GRC, du Groupe national de coordination contre la cybercriminalité (GNC3), du Centre antifraude du Canada, du Centre de signalement de POURRIELS et des pratiques exemplaires en matière de signalement des arnaques. Elle indique que la nouvelle Loi sur le Centre de la sécurité des</p>	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a résulté de cette discussion. Le SNDPI a une mesure de suivi en attente liée à</i></p>

<p>télécommunications (CST) est entrée en vigueur le 1er août 2019. La nouvelle législation s'appuie sur le mandat antérieur du CST, qui était de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • protéger l'information et les infrastructures d'information d'importance pour le gouvernement du Canada; • recueillir des communications étrangères pour produire services de renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) étrangers, conformément aux priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement. Cela appuie la prise de décisions gouvernementales sur les questions de sécurité, de défense nationale et d'affaires internationales conformément à ces priorités; et • fournir une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux d'application de la loi et de sécurité dans leurs activités légalement autorisées. <p>Afin de s'assurer qu'ils sont au fait de la technologie et de l'évolution de l'environnement sécuritaire, tout en étant en mesure d'offrir notre meilleur soutien aux Canadiens, la nouvelle Loi introduit quelques nouvelles autorités pour le CST :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En plus de leur mandat actuel en matière de cybersécurité et d'assurance de l'information, ils ont maintenant une nouvelle <u>autorité pour défendre des réseaux importants à l'extérieur du gouvernement du Canada</u>. Cette aide pourrait comprendre, par exemple, le déploiement des outils de cybersécurité uniques du CST sur les systèmes externes au gouvernement du Canada. • La Loi sur le CST permet également explicitement au CST de <u>partager des renseignements sur les menaces cybernétiques avec les propriétaires de systèmes à l'extérieur du gouvernement du Canada</u> afin qu'ils puissent mieux protéger leurs réseaux et leurs renseignements. Par exemple, le CST pourrait partager plus largement des informations sur des cybermenaces spécifiques avec les propriétaires d'infrastructures critiques, comme les entreprises de télécommunications ou le <u>secteur financier</u>. • La Loi sur le CST permet également au CST de prendre des mesures en ligne, à l'extérieur du Canada, pour défendre des réseaux canadiens importants et décourager de façon proactive les cybermenaces avant qu'elles n'atteignent d'importants systèmes canadiens. <p>Ces nouvelles autorités, combinées au Centre pour la cybersécurité, permettront de mieux protéger les renseignements les plus sensibles et les réseaux informatiques importants des Canadiens contre les préjudices, de renforcer la cybergdéfense du Canada et, en fin de compte, de faire du Canada l'endroit le plus sûr où vivre et travailler en ligne.</p> <p><u>Discussion des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Natasha Clarke déclare que la structure de signalement actuelle est très difficile à parcourir lorsque vous êtes au milieu d'un incident. Y a-t-il eu des discussions sur la façon dont ils peuvent avoir une approche centrée sur l'utilisateur et avoir une fonction centralisée? Le Centre pour la cybersécurité peut-il aider à naviguer à travers cette structure pour le compte de l'utilisateur? Y a-t-il eu des discussions pour simplifier cela du point de vue de l'utilisateur? <p>Alex Underhill répond que le Centre canadien pour la cybersécurité travaille actuellement sur une plateforme centrale. Travailler à un mécanisme de signalement qui guidera les membres et les administrations vers l'organisme chargé de traiter les signalements appropriés. Tous les organismes travaillent sur la même plateforme et si les membres font un signalement à l'un des organismes, il sera dirigé vers le bon organisme. Elle encourage les membres à signaler les incidents de sécurité au Centre canadien pour la cybersécurité, qui ont les conseils et l'expertise nécessaires. Le CCCS n'est pas un fournisseur, il ne peut donc pas fournir de soutien réel, mais il peut partager de l'information avec d'autres organismes et d'autres secteurs.</p>	
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Gary Perkins fait remarquer qu'il y a beaucoup d'incidents et que les administrations sont tenues de prendre une décision quant à savoir s'il y a lieu de travailler sur l'incident ou de le signaler. Cela signifie que s'ils ne le signalent pas, cela ne sera pas comptabilisé et ne fera pas l'objet d'un suivi. Au cours des dernières années, la GRC de la côte ouest a reçu très peu de signalements et, lorsqu'il s'agit de financement pour le bureau d'assistance central, elle n'obtient aucun financement pour développer son programme cybernétique en raison du faible nombre d'incidents signalés. Plus longtemps cela restera le cas, plus longtemps elle restera limitée dans sa capacité d'aider les personnes touchées. La décision de savoir quand et pourquoi ou pourquoi ne pas engager les forces de l'ordre est abordée dans le cours. Les membres devraient signaler les incidents, car il s'agit d'une affaire publique. • Tracy Wood ajoute que lorsqu'ils ont signalé un incident, leur équipe juridique voulait être là tout le long du chemin et que son équipe n'était pas nécessairement disponible à l'époque. Ils étaient heureux que la GRC participe, mais les équipes juridiques veulent aussi participer à cette conversation; c'est quelque chose qu'il faut donc garder à l'esprit. • Alex Underhill fait remarquer qu'au CCCS, il y a un accord de non-divulgence en place et que le secteur privé lui fait part de plus de signalements que les organismes d'application de la loi parce qu'il a cet accord de non-divulgence. • David Hayes déclare que dans son administration, la Police provinciale de l'Ontario (OPP) a une unité de cybercriminalité et que si vous vous présentez à la police locale de l'administration, elle doit porter cela à l'OPP et dans certains cas, des agents sont parachutés et vous fournissent une assistance de haut niveau. • Keith Douglass demande si pour les clients d'O365, l'utilisation du bouton « Signaler un spam » ou « Signaler un hameçon » de Microsoft permet d'envoyer le message à tous les bons organismes. <p>Gary Perkins répond que des incidents comme celui-ci étaient considérablement sous-signalés aux forces de l'ordre et à d'autres organisations. Le problème avec cela est que ces organisations n'obtiennent pas autant de financement pour aider à l'avenir.</p>	
4.	<p>ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS ENTRE LES PROVINCES (ONGLET 4A à 4N)</p> <p>Les administrations présentent un résumé de leurs principales priorités et activités dans leur administration respective. Les membres peuvent consulter les documents d'échange de renseignements sur les administrations fournis dans le cartable de la réunion pour plus de détails. (ONGLETS 4A à 4N)</p> <p><i>Veillez noter que, conformément à la pratique actuelle, en raison de la nature délicate de cette discussion, seules les mesures de suivi découlant du tour de table sur l'échange de renseignements entre les administrations sont incluses dans le compte rendu des décisions.</i></p> <p><u>Administrations qui ont fourni une mise à jour :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada • Yukon • Territoires du Nord-Ouest • Nunavut • Ontario 	<p>Mesure de suivi no 3 : Sujets déposés pour discussion lors des futures réunions du CDPISP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approbation des signatures numériques • Cadre de prise de décision pour la gestion des risques et le plan d'investissement • Conception de services électroniques • Passerelle de paiement • Politique RH pour le travail à distance • Les solutions de rechange à Oracle RDBMS comme

	<ul style="list-style-type: none"> • Saskatchewan • Manitoba • Québec • Nouveau-Brunswick • Nouvelle-Écosse • Île-du-Prince-Édouard • Terre-Neuve-et-Labrador • ASIM 	<p>PostgreSQL (la base de données PostgreSQL est un système de gestion de base de données de source ouverte et objet-relationnel, alors qu'Oracle est un système de gestion de base de données relationnelle commerciale disponible en différentes éditions.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Modèle de recouvrement des coûts pour les services technologiques d'infrastructure • Planification des investissements et de la demande informatique avec financement lié aux immobilisations • Robots conversationnels • Gestion des données gouvernementales sur les citoyens • Mise en place d'un réseau de cyberdéfense au niveau gouvernemental et gestion de la sécurité de l'information
5.	<p>Questions diverses</p> <p>Tracy Wood et Denis Skinner remercient les membres, les présentateurs et les observateurs de leur participation à la réunion du CDPISP. Tracy remercie l'ISAC d'avoir organisé et géré les réunions virtuelles. Elle fait remarquer que beaucoup de travail est effectué en coulisses pour s'assurer que tout se passe bien.</p> <p>Tracy encourage les membres à remplir le formulaire d'évaluation à la fin de la réunion. Le formulaire d'évaluation est disponible sur MS Teams et l'ISAC enverra le lien à tous les participants par courriel.</p> <p><i>La séance du CDPISP est levée à 15 h 10 HAE.</i></p>	